

Emmanuel Macron, le chouchou de Bruxelles



Isabelle Marchais , à Bruxelles

29 février 2016 à 18h37

Le ministre de l'Economie bénéficie dans les couloirs de la Commission d'une image de réformateur, capable de faire bouger les lignes



© Sipa Press

Le ministre de l'Economie était lundi à Bruxelles pour un Conseil compétitivité consacré en grande partie aux difficultés de la sidérurgie européenne. Il a demandé à la Commission de prendre des mesures pour protéger le secteur contre la concurrence déloyale de la Chine et renforcer les instruments de politique commerciale de l'UE. Il a aussi défendu devant la presse le report du projet de loi El Khomri.

Son nom revient comme un leitmotiv dans les conversations bruxelloises. Emmanuel Macron, l'homme qui essaie, coûte que coûte, de réformer la France et de lutter contre les conservatismes. « C'est un homme très intelligent, qui dit ce qu'il pense, qui est prêt à agir, qui offre une perspective rafraîchissante. A Bruxelles, il a l'image d'un homme réformateur et indépendant, capable de faire bouger les lignes, même si tout le monde sait que la France est compliquée », explique Paul Hofheinz, président du think tank bruxellois « the Lisbon Council ».

tribune. Après les déclarations à l'emporte-pièce de son prédécesseur Arnaud Montebourg, le ministre de l'Economie est aussi reconnu pour ses convictions européennes. Il a cosigné il y a quelques mois avec le vice chancelier allemand Sigmar Gabriel une tribune qui propose de modifier en profondeur le fonctionnement de la zone euro, y compris par une harmonisation des systèmes économiques et sociaux. Le ministre est aussi prêt à monter au créneau sur les dossiers européens, comme celui de la **sidérurgie**, menacée par la concurrence déloyale de la Chine. « C'est une bataille qui ne se gagnera qu'au niveau européen, où nous jouons notre crédibilité collective », a-t-il martelé lundi à Bruxelles, lors d'une rencontre organisée avec la presse à l'issue du Conseil « Compétitivité ».

Tasse de thé. Même ceux qui ne sont pas d'accord avec lui reconnaissent ses qualités. « C'est un adversaire que je respecte, qui a des convictions, qui se bat avec énergie. Sa volonté de réformer est indiscutable, il veut vraiment faire bouger les choses. Ce qu'il propose n'est pas ma tasse de thé et ne va pas selon moi dans la bonne direction, c'est un vrai libéral qui n'a rien de socialiste. Mais vu de la Commission et de la Banque centrale européenne, il est le partenaire idéal », explique le coprésident des Verts au Parlement européen Philippe Lamberts. Dans ses récentes analyses de la situation économique de la France, la Commission donne ainsi doublement raison au ministre de l'Economie : d'une part en insistant sur la nécessité de poursuivre les réformes, alors que les résultats restent encore trop médiocres dans de nombreux domaines, d'autre part en reconnaissant les avancées de ces

derniers mois, notamment en termes d'ouverture à la concurrence de certains marchés.

Cohérence. Mais le combat d'Emmanuel Macron n'est pas encore gagné. Il reste tout d'abord largement méconnu dans les couloirs du Parlement européen. « On n'en parle pas du tout, son nom n'est pas évoqué dans les réunions de groupe. Quand on parle de la France, on parle de Valls et de Hollande », explique une source parlementaire. Et, au niveau national, la situation n'est pas simple. La loi Noé a été remise. Mais le ministre de l'Economie a apporté son soutien plein et entier au [report de la loi El Khomri](#) annoncé lundi matin par Manuel Valls. « Mon souhait, c'est qu'on garde le texte dans sa force, sa cohérence, et qu'éventuellement on puisse l'enrichir de mesures additionnelles qui donnent aux salariés une plus grande visibilité sur leurs droits, qu'on améliore le système de formation », a-t-il expliqué.

Report. Ce report ne semble pas inquiéter outre mesure les responsables bruxellois, qui, à force d'attendre une [réforme du Code du travail](#), ne sont plus à quinze jours près. Le Premier ministre Manuel Valls pourrait s'en expliquer en personne au mois de mars, lors d'une nouvelle rencontre avec les commissaires européens. Histoire de bien montrer que, lui aussi, est là pour faire bouger les lignes.